L'armée lituanienne : du communisme vers la modernité

Autor(en): **Meier, Niklaus**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **151 (2006)**

Heft 11-12

PDF erstellt am: **20.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-346649

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'armée lituanienne: du communisme vers la modernité

Depuis 2004, la Lituanie est membre de l'OTAN ainsi que de l'Union européenne. Ces deux adhésions ont amené d'importants changements dans la structure politique et militaire de cette république balte. La démocratie et l'armée ont ainsi dû se débarrasser des résidus communistes – une transformation lente et difficile.

Sgt Niklaus Meier

L'héritage démographique communiste

Parmi les anciennes républiques socialistes soviétiques baltes, la Lituanie occupe une place particulière: contrairement à ses deux voisins du Nord, elle n'a jamais connu, durant l'occupation, une forte immigration russe. La proportion de Russes représente aujourd'hui seulement 6% de la population, alors qu'elle monte à près de 30% en Lettonie et en Estonie. L'immigration a longtemps été proportionnelle à l'industrialisation des républiques, ce qui *privilégiait* l'Estonie et la Lettonie en tant que destination d'immigration, aux dépens de la Lituanie avec son important secteur agraire peu attractif.

Les importantes conséquences de cette situation démographique se sont seulement révélées lors de l'accession à l'indépendance des républiques socialistes. Un bon exemple est l'Estonie: les Russes avaient occupé toutes les postes-clés dans la politique et dans l'armée. L'accès à l'indépendance a permis de se débarrasser de cette *caste* russe et de laisser la place à des personnes libérales et démocratiques.

En Lituanie, il n'y avait pas de «Russes» à chasser: les magistrats, les politiciens, les officiers, tous étaient des Lituaniens irréprochables qui ne voyaient aucune raison de quitter leur poste. Ils ont donc survécu à la chute du communisme, ce qui grève encore aujourd'hui les institutions lituaniennes d'une pensée et d'un savoir-faire communiste. Ce n'est pas pour rien que, dans le palmarès de la corruption, la Lettonie se place loin derrière l'Estonie (27e place), alors que la Lituanie se situe à la 44e place: en Lituanie, le système communiste continue…

Une doctrine militaire encore soviétique

La plupart des officiers lituaniens ont encore payé leurs galons au temps du communisme. Ils ont appris que le soldat ne compte pour rien, que l'homme dans le soldat n'existe pas et qu'il se confond dans la masse, qui seule a le droit d'exister. Une présentation certes simpliste, mais qui explique entre autres les énormes pertes des Russes dans leurs guerres: la vie des soldats ne vaut rien. L'officier «russe» mange aussi avant les soldats – un détail qui montre que les soldats sont vraiment ce qui vaut le moins.

Cette approche est fondamentalement différente des doctrines des Etats-membres de l'OTAN où l'officier est responsable de ses hommes. Les armées «otanienne» donnent les meilleures armes que le pays peut fournir à ses membres. Et l'officier mange en dernier lors des repas: il mange ce qui reste – preuve de l'importance que l'on accorde aux soldats et à leur bien-être.

Les officiers lituaniens n'ont jamais intégré une telle approche. Lors de l'arrivée du général Jonas Konkraitis au poste du chef de l'Etat-major général de l'armée lituanienne en 1999, cet ancien colonel des *Rangers* américains s'est trouvé confronté à une armée soviétique comme au temps de la guerre froide. L'accession à l'OTAN pour 2004 semblait alors très difficile.

Le changement «par le bas»

Dans les années précédant l'accession à l'OTAN, l'armée lituanienne allait connaître un changement majeur: une centaine de jeunes officiers et de sous-officiers, qui n'avaient encore

jamais été en contact avec le système militaire soviétique, ont été envoyés en Angleterre pour y apprendre le système et le fonctionnement d'une armée «otanienne». Ces jeunes cadres, placés à des postes-clés, notamment dans l'instruction, ont ainsi permis l'adaptation de l'armée soviétique aux standards de l'Ouest.

Il faudra cependant encore une génération pour faire perdre à l'armée lituanienne sa coloration soviétique. A moins de recourir à des méthodes staliniennes, les anciens officiers resteront en place, retardant ainsi l'introduction des standards de l'OTAN.

Un changement généralisé

L'exemple de la transformation de l'armée donne aussi des indications sur les transformations de l'ensemble de la société: le changement ne peut venir que par le bas, à travers ceux et celles qui construisent la société. Un changement qui va prendre du temps!

L'exemple militaire a fait ses preuves. Depuis la fin de ses fonctions en 2004, le général Konkraitis se voue à une nouvelle tache: la transformation de... toute la société civile. Il est le chef de l'ONG «anti-corruption», avec laquelle il tente d'améliorer l'instruction des juristes et politiciens, pour changer un jour cette société par le bas...

N. M.

Après la décision du Conseil national

A début octobre, j'ai eu occasion de suivre personnellement à Flims les débats du Conseil national sur la révision partielle de l'Ordonnance sur l'organisation de l'armée. Personnellement, sa décision ne m'a absolument pas étonné: dès la publication de l'étape d'évolution de l'armée pour les années 2008 à 2011, la SSO n'a pas cessé de demander au commandement de l'armée et au Conseil fédéral un processus de décision clair et minutieux en matière de politique de sécurité, afin de sortir de l'actuelle situation de «pat».

J'ai été particulièrement frappé par le fort engagement avec lequel le PSS et l'UDC ont présenté leurs opinions: à présent, ces deux partis montrent un très grand intérêt pour les questions liées à la politique de sécurité sur le plan national. Par contre, le centre politique montre une lacune inquiétante en matière de politique de sécurité, qui ne peut pas être comblée par le petit nombre de parlementaires intéressés du PDC et du PRD. On peut admettre que le PSS continuera à suivre, de manière compétente et cohérente, son propre chemin.

Afin de pouvoir atteindre une majorité concrète, qui permettra au Parlement de suivre une politique de sécurité solide et de garder une direction de marche convaincante, il faut que le PDC, le PRD et l'UDC travaillent ensemble. Le PDC et le PRD doivent reconnaître que les parlementaires de l'UDC ont été élus par une majorité du peuple suisse et qu'ils le représentent. Et l'UDC doit être prête à contribuer à l'évolution de l'Armée XXI, qu'elle a, soutenue en son temps, ensemble avec le PDC et le PRD.

Dans les prochaines semaines, la SSO s'engagera afin de réunir ces trois partis sur un dénominateur commun, ce qui exige pourtant de leur part des compromis. Faute de volonté de compromis, d'autres situations désastreuses au détriment de notre armée sont programmées.

Colonel EMG Michele Moor, président de la SSO